

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1206 - 11 juin 1987 - 4,5 F

D 1206 CHILI: LE SORT DES INTERLOCUTEURS POPULAIRES
DU PAPE

Menaces de mort, passage à tabac, agression contre des innocents, tel est le sort subi par la plupart des gens du peuple ayant adressé la parole au pape lors de son voyage au Chili (cf. DIAL D 1198). Dans ce dossier, nous rapportons ce qui s'est passé avec l'ouvrier Mario Mejías, la femme de "población" Luisa Riveros, et la famille du paysan Fernando Reyes. Il faut ajouter que des menaces identiques ont été proférées à l'encontre des trois jeunes qui avaient pris la parole devant le pape au Stade National, dont la jeune Mónica Marín mariée et mère d'un enfant.

Sans commentaire.

Note DIAL

1. Interview de Mario Mejías sur son passage à tabac du 30 avril 1987

Question - Qu'est-ce que vous vous rappelez de votre enlèvement?

- Tout a été tellement vite! Nous venions de nous coucher, moi et la Marie, ma femme. C'était vers minuit. J'ai entendu du bruit. Soudain j'ai vu un homme dans la chambre avec un drôle de revolver gros, gris, et une embouchure énorme. Il m'a commandé d'aller chercher les papiers de ma camionnette, ce que j'ai fait.

Q. - Vous avez cru qu'il ne voulait que ça?

- Oui. Je leur ai donné. Et quand j'allais commencer à retirer la marchandise qu'il y avait dedans, ils m'ont dit que c'était pas nécessaire, qu'on allait revenir aussi sec. Ils m'ont pris les clefs et ils m'ont mis dans une auto. Elle m'a semblé noire. On aurait dit une Fiat 125. Elle était étroite. Devant il y avait le type entré dans la chambre, un autre à côté de lui, et moi assis à l'arrière entre deux autres.

Q. - Qu'est-ce qu'ils disaient?

- Rien. Ils m'ont fait me baisser et ils m'ont coiffé la tête de mon blouson.

Q. - Et entre eux, ils parlaient?

- Pas un mot.

Q. - Quand vous ont-ils frappé?

- A El Salto, là où ils m'ont laissé par terre. Ils m'ont cogné dans la voiture. Le chauffeur s'est retourné vers moi en se mettant à genoux sur le siège pour me regarder. C'était le même gars qui était entré chez moi. Il m'a donné un coup de poing dans la figure.

Q. - Il vous a dit quelque chose?

- Oui. Il m'a dit: "Le Front, personne le trahit." Il m'a donné un autre coup de poing en continuant: "Si tu avais dit ce qu'il fallait, le foutu tyran serait loin!" Et les coups de poing me pleuvaient dessus par ceux qui étaient de chaque côté.

Q. - A quel Front faisaient-ils allusion?

- Ils ne parlaient que du Front. J'ai réfléchi par après qu'en plus du Front patriotique Manuel Rodríguez il y a le Front nationaliste de combat.

Q. - Vous leur avez dit quelque chose?

- Je leur ai demandé pourquoi ils me cognaient. Que j'avais rien à voir avec le Front. Et comme ces choses plutôt marrantes qui se passent dans les moments difficiles, je leur ai dit: "Vous vous trompez. Je suis Mario Mejías, le *poblador* qui a parlé au pape".

Q. - Et qu'est-ce qui s'est passé?

- Ils ont cogné plus fort. Ils m'ont dit: "C'est justement pour ça qu'on te soigne..." Ils m'ont fait descendre et ils ont continué à taper. J'ai vu qu'il y avait une autre auto que j'avais pas vue avant. Ils étaient une dizaine à me tabasser. J'ai fait le mort, et celui qui commandait a dit: "Ça suffit!" Je faisais attention de ne plus bouger. Quand j'ai vu qu'ils se taillaient à toute vitesse, je me suis relevé et j'ai marché vers une maison où il y avait de la lumière.

Q. - Pourquoi pensez-vous qu'ils vous ont enlevé?

- Tout le monde le dit: parce que j'ai parlé au pape. Et j'ai ajouté trois choses au discours qu'on m'a fait lire.

Q. - Lesquelles?

- Vous voyez, ce jour-là, j'étais inspiré. Je sentais que le Christ était avec moi et que je ne pouvais pas laisser passer l'occasion de remercier le pape qui nous avait permis de nous réunir tous ensemble après treize ans de dictature. Je lui ai parlé de la censure et j'ai demandé qu'il n'y ait plus de morts dans les *poblaciones*. Dites-vous que dans mon quartier il y a eu quatre habitants tués par des patrouilles de militaires, par des autos sans plaque d'immatriculation et par des carabiniers. Je pouvais pas ne pas lui dire ça.

Q. - D'après vous, qui sont les agresseurs?

- On ne m'enlèvera pas de l'idée que c'était la CNI, avec sa façon d'agir et de cogner. Ils savaient qu'ils devaient pas me tuer. Je crois que c'était pour faire peur à l'Eglise.

Q. - Pourquoi ne vouliez-vous pas porter plainte?

- Je sais pas. Je serais allé porter plainte pour le vol de la camionnette mais par chance elle a fait sa réapparition. Elle me sert pour mon travail. C'est le curé de notre chapelle Notre-Dame de l'Espérance, le P. Gerardo Whelan, qui m'a conduit au commissariat de Peñalolén. On y est resté vingt minutes. Dernièrement au poste central un capitaine a pris ma déposition et tout le monde s'est mobilisé.

Q. - Vous croyez encore en la réconciliation?

- Je suis un homme de foi. Je pense que la réconciliation c'est pas quelque chose

à croire, c'est quelque chose à faire, à bâtir. Par exemple je pardonne à mes ravisseurs. A quoi ça me sert de les haïr? J'ai Dieu qui me protège et j'ai la conscience tranquille.

(Revue Hoy n° 512, 11/17 mai 1987)

2. Interview de Luisa Riveros (extraits)

(...)

Question - C'est vous qui avez fait le discours?

- Non. A la réunion où il y avait des prêtres, chacun a noté ce qu'il pensait pour Santiago. Toutes les notes ont été envoyées à La Victoria, où une dame a rédigé le discours. Elle l'a fait trop long, avec des choses qui n'étaient pas les nôtres. Alors j'ai discuté une nouvelle fois. Après il a été chez le cardinal et chez le nonce, où il a été pas mal coupé. On a recommencé à discuter. Il fallait le ramener à deux minutes. Ce qu'on a fait. Le nonce l'a coupé une deuxième fois. Ils nous ont alors demandé aux trois qui parlaient d'écrire un texte. Mais je ne savais pas encore que j'avais été choisie. Je l'ai su le 10 mars.

Q. - Quel effet ça vous a fait?

- J'ai eu mal à l'estomac. J'ai reçu une lettre qui me demandait de me présenter à la maison papale. C'est là qu'ils me l'ont dit. Ils m'ont fait lire mais je ne lisais pas si bien que ça. Je ne sais pas pourquoi on m'a choisie.

Q. - Vous étiez nerveuse devant le pape et devant tous les pobladores de Santiago ce jour -là?

- Non. J'étais très émue, mais vraiment très émue. Je me sentais très engagée avec le peuple. J'étais contente parce que j'allais pouvoir dire la vérité au pape. Je me suis rappelé Mgr Enrique Alvear et je lui ai demandé de m'aider beaucoup. Il venait toujours ici et il nous disait qu'il fallait qu'on s'unisse pour mieux chercher les solutions aux problèmes. J'ai demandé au Christ de m'aider car je sais qu'il a toujours été pour l'égalité de tous, pour une société plus juste. Et j'ai aussi demandé l'aide de ceux qui sont tombés toutes ces années-ci. C'est sûr, ils ne sont plus là parce qu'ils ont combattu comme le Christ, pour une société plus juste. Même si je ne les ai pas connus, je savais que je pouvais leur demander de m'aider.

Q. - Vous avez rajouté des choses au discours?

- Oui, des petits morceaux. C'était le plus important. Par exemple, qu'ils nous coupent l'eau et l'électricité, que la santé va mal et que c'est vrai qu'il faut se lever à cinq heures du matin pour voir le docteur et qu'on n'y arrive pas toujours. Le problème des instituteurs aussi, que la scolarité va mal et que ça va être pire avec les chômeurs. Le problème des prisonniers politiques. J'en connais beaucoup de familles. Et je pensais que c'était mon devoir de chrétienne que le pape sache tout ça.

Q. - Vous n'avez pas eu peur?

- Non. Et je n'ai pas peur. Car la vérité, personne ne peut la faire taire. Tout ce que j'ai dit, on le savait. Mais au bout de tant d'années on n'avait jamais pu le dire devant la télévision et le monde entier. Quand j'ai commencé à parler, j'ai senti que le pape était vraiment ému. Il m'a écoutée et ce que je disais ça rentrait très profond en lui. Je crois qu'il a beaucoup tenu compte de mes paroles. Il a vu que je disais la vérité.

Q. - Qu'est-ce qu'il a dit quand il vous a embrassée?

- Il m'a dit que mes paroles étaient courageuses et que je devais continuer; que je prie et que je reste unie aux autres. Il m'a dit que j'étais très forte. Je lui ai dit que mon peuple saignait de douleur, que nous n'en pouvions plus. A ce moment-là j'ai presque pleuré mais je me suis retenue. Je crois qu'il m'a rendue plus sûre de moi. Je me suis sentie très protégée.

Q. - Votre vie a-t-elle changé ensuite?

- Je vois que les gens du quartier m'aiment plus. Ils viennent me voir, ils m'apportent un peu de sucre, des pâtes. Je me sens entourée d'affection, comme ça, dans le bus, dans le métro...

Q. - Mais il y en a d'autres qui n'ont pas été contents de votre discours?

- Oui. On me contrôle. On me surveille. On fait peur à mes filles. La présidente de l'assemblée de quartier a déclaré que j'allais en être ragaillardie mais que j'aurais à le payer. Je crois que c'est une réflexion méchante. Mais je n'ai pas peur. On ne peut pas cacher la vérité et je n'ai dit que la vérité. Je sais que le peuple me soutient. Je vais continuer à crier pour mes enfants car ils ne méritent pas une vie aussi amère que la mienne. Mes parents n'ont pas su se battre. Moi, si. Je ne vais pas courber la nuque.

Q. - Si vous voyiez de nouveau le pape après ce qui s'est passé, que lui diriez-vous?

- Je lui dirais qu'ils ne respectent pas leur parole. Ils le considèrent comme quelqu'un qui est venu et qui est reparti. Ils n'écoutent rien. Cette histoire de dialogue, de réconciliation, ils ne l'ont pas pris pour quelque chose d'utile à la patrie. Ils ne veulent rien entendre car leur ambition est plus grande que la réconciliation. S'"il" avait voulu parler avec moi, j'y serais allée. Au contraire "il" a donné l'ordre de me surveiller.

Q. - Qui ça, "il"?

- Pinochet. Mais je sais que je suis plus forte que lui. Je n'ai pas la force des armes.

Q. - C'est quoi votre force?

- Mes armes c'est la vérité, l'amour, la paix, la justice. C'est chercher à vivre comme Dieu le veut.

Q. - Vous êtes dans un parti politique?

- (En riant et avec conviction:) Oui, rien que dans le parti du Christ.

(Revue Analisis, 4/10 mai 1987)

3. Agression contre la famille de Fernando Reyes, de Temuco (11 mai 1987)

COMMUNIQUÉ DU DIOCÈSE DE TALCA

Le 11 mai 1987, à 2 H du matin, trois hommes et une femme au visage couvert d'un passe-montagne ont fait irruption chez le dirigeant syndical paysan de Curicó, Fernando Reyes. Il y avait là sa femme Alicia Durán et deux enfants en bas âge.

Les assaillants l'ont interrogée sur l'endroit où se trouvait son mari, sur ses activités et sur ce qu'il avait dit au pape. Puis ils l'ont frappée, ligotée et muselée, pour s'enfuir après.

(M. Fernando Reyes, en qualité de dirigeant syndical, avait eu l'occasion de dialoguer avec le Saint-Père lors de sa rencontre à Temuco avec les paysans.)

Mme Alicia s'en est tirée avec des ecchymoses au visage, sans parler de la terreur provoquée par ce fait.

Il se trouve que, depuis un certain temps, ce ménage a fait l'objet d'une campagne systématique de terreur, qui s'est traduite en menaces de mort répétées envers lui et envers sa famille, suite à ses activités de dirigeant paysan, et maintenant relancées à cause de sa conversation avec le pape.

A cause de cela, depuis plusieurs mois, la famille est complètement disloquée: le mari passe rarement une nuit en famille, cinq des enfants vivent et dorment chez des voisins, tandis que ne restent à la maison que la mère et les deux derniers enfants, dans l'espoir qu'il ne leur sera fait aucune violence.

En temps opportun des plaintes ont été déposées mais elles n'ont abouti à rien.

Aujourd'hui, devant la gravité des faits, il est devenu nécessaire de déposer en justice un recours en protection pour cette famille.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)